

## ANNEXE 4



### **AVENANT**

**au contrat relatif xxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxx valant  
transfert dudit contrat à la Région Centre - Val de Loire**

**ENTRE :**

**La Région Centre-Val de Loire**, 9 rue Saint Pierre Lentin - 45041 ORLEANS CEDEX 1, représentée par le Président du Conseil régional, Monsieur François BONNEAU, dûment habilité,

ci-après dénommée « **La Région** », de première part

**ET**

**La société xxxxxxxxxx**, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés RCS sous le numéro xxx xxx xxx, élisant domicile à xxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxx, représentée par son représentant légal en exercice domicilié en cette qualité audit siège,

ci-après dénommée « **La Société** », de deuxième part.

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** la Loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe); et notamment ses articles 133 et 15 ;

**VU** l'ordonnance n°2010-1307 du 28 octobre 2010 relative à la partie législative du code des transports et notamment l'article L. 3111-1 ;

**VU** le Code des marchés publics et notamment son article 20 ;

**VU** la délibération DAP n°15-05-04 du 18 décembre 2015 autorisant le Président de la Région à prendre toute décision en matière de marchés publics ;

**VU la convention de délégation de la compétence du transport non urbain conclue entre la Région et le département X.**

**Il a été convenu de ce qui suit :**

## **PREAMBULE**

Par un marché public de prestation de services du xx xxx xxxx, le Département susmentionné a confié xx à la **Société**.

Toutefois, le nouvel article L. 3111-1 du Code des transports introduit par la Loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) prévoit que:

*« Sans préjudice des articles L. 3111-17 et L. 3421-2, les services non urbains, réguliers ou à la demande, sont organisés par la région, à l'exclusion des services de transport spécial des élèves handicapés vers les établissements scolaires. Ils sont assurés, dans les conditions prévues aux articles L. 1221-1 à L. 1221-11, par la région ou par les entreprises publiques ou privées qui ont passé avec elle une convention à durée déterminée ».*

Ainsi, à compter de l'entrée en vigueur de cette nouvelle disposition, les régions seront compétentes, en lieu et place des départements, s'agissant des services de transport non urbains, réguliers ou à la demande.

A cet égard, aux termes de l'article 133, XII de la Loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) :

*« Sauf dispositions contraires, pour tout transfert de compétence ou délégation de compétence prévu par le code général des collectivités territoriales, la collectivité territoriale ou l'établissement public est substitué de plein droit à l'Etat, à la collectivité ou à l'établissement public dans l'ensemble de ses droits et obligations, dans toutes ses délibérations et tous ses actes. Les contrats sont alors exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire des parties. Dans le cadre d'une délégation ou d'un transfert de compétence, la substitution de la personne morale n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant. La collectivité ou l'établissement public qui transfère ou délègue la compétence informe les cocontractants de cette substitution (...) ».*

Dès lors, à compter de la prise de la compétence transport par la **Région**, les contrats liant les départements à des opérateurs seront transférés automatiquement et de plein droit à la **Région** qui substituera les départements dans l'ensemble des droits et obligations issus des contrats conclus.

Il est prévu par le VII de l'article 15 de Loi n°2015-991 du 7 août 2015 précitée que ces dispositions entrent en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017 s'agissant du transport interurbain et à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2017 s'agissant du transport scolaire.

En ces circonstances, il résulte de l'application combinée des dispositions qui précèdent que **La Région** sera légalement compétente à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017 en matière de gestion des transports interurbains et se verra transférer tous les contrats afférents à l'exercice de cette compétence.

Par conséquent, le contrat du xx xxx xxxx par lequel le Département susmentionné a confié xx à la Société va être transféré à **la Région**.

**La Région** deviendra, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017, le nouveau cocontractant de la Société de sorte qu'elle substituera le Département dans l'ensemble des droits et obligations résultant dudit contrat.

## **Article 1 : Objet de l'Avenant**

- 1.1** Le présent Avenant a pour objet de constater le transfert du marché public de prestation de service du xx xxx xxxx passé entre le Département susmentionné et **La Société**, au profit de **La Région**, en application du nouvel article L.3111-1 du Code des transports qui confie aux régions la compétence en matière de gestion des transports interurbains et prévoit le transfert automatique des contrats relatifs à cette compétence.
- 1.2** **La Région** se substitue dans les droits et obligations issus du contrat susmentionné.
- 1.3** La conclusion du présent avenant vaut également information de **La Société**, en sa qualité de nouveau cocontractant de **la Région**, conformément à l'article 133 XII de la Loi n°2015-991 du 7 août 2015 précitée.

## **Article 2 : Durée de l'Avenant**

Le présent avenant prend effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017, en application de l'article 15 VII de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 précitée qui prévoit la reprise par les régions de la compétence en matière de gestion des transports interurbains à compter de cette date.

Cet avenant est ainsi conclu sans limitation de durée, la durée du contrat initial restant inchangée.

## **Article 3 : Modalité du transfert**

Dans le cadre de ce transfert de compétence, la Société est tenue de jouir de la mise en place et de la gestion de la centrale de réservation des lignes régulières et des lignes de transport à la demande dans les conditions dans lesquelles le Département lui avait initialement confié cette mission en contractant avec elle.

Le fait que **la Région** devienne son nouveau cocontractant n'a aucune conséquence sur les modalités dans lesquelles la Société exécute sa mission.

Comme l'indique expressément l'article 133 XII de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 précité, le transfert du contrat n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour la Société.

## **Article 4 : Portée du présent Avenant**

Toutes les clauses du contrat initial et de chacun de ses avenants non contraires aux dispositions contenues dans le présent avenant restent en vigueur, demeurent inchangées et continuent de s'appliquer.

## **Article 5 : Notification de l'Avenant**

Le présent avenant est notifié pour information au Département susmentionné anciennement signataire du contrat avec la Société.

#### **Article 6 : Gestion du contrat par le Département**

Au regard de la convention de délégation de compétence signée entre la Région et le département susmentionné, le contrat dont le transfert est prévu par le présent avenant sera géré par ce département jusqu'au 31 août 2017 inclus.

Ainsi, entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 août 2017, le département reste l'interlocuteur de la Société dans la mise en œuvre de l'ensemble des dispositions contractuelles, y compris financières, à l'exception de celles relevant de la tarification et de la communication pour lesquelles le Département n'a pas reçu délégation de la Région au titre de ladite convention.

#### **Article 7 : Juridiction compétente**

A défaut de règlement amiable, tout litige relatif à l'interprétation ou l'exécution du présent avenant sera porté devant le Tribunal Administratif d'Orléans.

Fait à Orléans, le .....

En deux exemplaires originaux

Pour la Société EFFIA Synergies

Pour le Président du Conseil régional  
et par délégation,